



# Eradiquer la malnutrition

## Il est urgent de concrétiser les promesses faites après les émeutes du printemps

**A** lors que s'ouvre la session plénière de l'ONU dédiée à l'examen de l'avancée des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), il est désormais clair que la situation socio-économique d'une partie croissante de la population mondiale empire. Les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'attestent : « *Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté au cours de la seule année 2007 de 75 millions, atteignant le chiffre de 925 millions.* »

Il faut rappeler que 19 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère dans le monde aujourd'hui. Combien seront-ils demain si nous n'agissons pas très vite ? L'espoir de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim est-il encore réaliste ?

Les « émeutes de la faim », en avril, ont mobilisé un temps les décideurs. Des promesses ont été faites, les engagements se sont multipliés. En pratique, nous avons assisté à de nombreux mécanismes de redéploiement ou à des réorientations budgétaires, mais les efforts financiers nouveaux pour faire face à ce fléau ont été peu nombreux.

En mai, Action contre la faim a lancé un appel à la création d'un fonds mondial de lutte contre la faim. Dans le même temps, s'inspirant en partie des grands principes de ce fonds, un groupe interministériel français, sur cette question de la crise alimentaire, a permis de faire émerger un projet de partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture qui comporte trois piliers.

Le premier est la création d'une coordination internationale permettant d'assurer une meilleure cohérence des politiques mondiales et des actions locales pour la sécurité alimentaire. Le second propose la création d'un groupe international d'experts sur la sécurité alimentaire. Le troisième est un fonds ou une « facilité » permettant de lever des fonds additionnels. Ce partenariat mondial comprend de nombreuses innovations prometteuses, mais nous y voyons aussi un certain nombre de réserves ou de points de vigilance.

Tout d'abord, la part accordée à l'enjeu vital de lutte contre la malnutrition nous paraît bien faible. Les initiatives en faveur du développement des agricultures locales sont essentielles, mais n'oublions pas l'urgence qui tue un enfant toutes les cinq secondes ! Des millions d'autres enfants portent à vie les séquelles d'un apport nutritionnel insuffisant durant les premiers mois de leur vie.

La solution doit être immédiate et requiert des moyens importants. Ne l'oublions pas sous couvert des nécessaires réformes des politiques agricoles. Les autres points de vigilance concernent l'architecture du Partenariat mondial. Il est crucial que la société civile et les ONG soient représentées avec un poids suffisant au sein de la coordination du Partenariat. Les modalités de cette représentation seront donc un véritable enjeu.

### 250 millions d'euros

Le deuxième pilier prévoit la mise en place d'un groupe d'experts qui aurait notamment un rôle

de sentinelles comme a pu le faire le GIEC sur les enjeux environnementaux. Pour que cette fonction s'exerce pleinement, il est fondamental que cet organe soit le plus autonome possible et délié des agences existantes.

Enfin, l'hébergement de la Facilité à l'intérieur du Fonds international pour le développement de l'agriculture ne nous semble pas pertinent. Cette solution peut permettre d'initier la démarche, mais il nous semble qu'une entité distincte faciliterait l'apport de fonds nouveaux, notamment en provenance de fondations privées.

Il reste que la création de cette Facilité (ou de ce Fonds) est une bonne mesure. Mais, pour qu'elle voie le jour, ce sont les ressources financières qui manquent ! Le rôle de la France est déterminant. Les experts estiment qu'il faut rassembler une somme de 250 millions d'euros pour que cet outil puisse fonctionner. Il nous paraît essentiel que le gouvernement français s'engage sur les 50 premiers millions, de nature à faire bouler de neige.

Le président Nicolas Sarkozy a tenu un discours volontariste à Rome en juin puis au G8 au Japon pour promouvoir ce Partenariat mondial. Il faut que les décisions budgétaires soient à la mesure de l'esprit de solidarité annoncé ! ■

.....  
**François Danel**, directeur général d'Action contre la faim ;  
**Yvonnick Huet**, directeur général d'Agrisud International ;  
**Philippe Levêque**, directeur de Care France.